

SUR L'ALGÉRIE

Déclaration du secrétariat unifié de la IV^e Internationale

Le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale déclare :

Des tentatives sont faites actuellement en Algérie même et à l'étranger pour jeter la confusion et le discrédit sur l'attitude de la IV^e Internationale envers la politique poursuivie par le Gouvernement algérien du Président Ben Bella.

Ces tentatives se sont singulièrement précisées lors de la découverte dudit « maquis » de Dra el Mizan.

La IV^e Internationale considère la création de ce maquis comme une opération de provocation qui ne pourrait servir en définitive que l'impérialisme et les forces réactionnaires algériennes qui s'opposent aux mesures révolutionnaires prises par le gouvernement Ben Bella.

La IV^e Internationale rejette avec indignation toute entreprise d'amalgame qui tend à impliquer son nom dans ces agissements.

Indépendamment de sa position principielle sur le droit d'expression démocratique de toutes les tendances révolutionnaires se plaçant dans le cadre de la défense de la révolution, la IV^e Internationale réaffirme publiquement que le groupe posadiste publiant « Lutte communiste » et se livrant à une activité hostile envers le gouvernement algérien, est depuis longtemps exclu de la IV^e Internationale et qu'il utilise de manière abusive et provocatrice le nom de la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale réaffirme également à cette occasion son soutien critique au gouvernement algérien pour l'application intégrale du Programme de Tripoli, pour la défense de l'autogestion, conquête révolutionnaire capitale jusqu'ici des masses algériennes, et pour la transformation de l'Algérie en Etat ouvrier, caractérisé par une économie largement nationalisée et planifiée et démocratiquement gérée par ses travailleurs dans le cadre de l'autogestion.

1^{er} septembre 1963.

A BOU ISMAÏL

Nous étions arrivés à Alger depuis quelques jours quand nous rencontrons chez des amis communs un frère de Bou Ismaïl (ex Castiglione). Il nous invite à y venir.

Nous voyons le président de la Kasma du parti : « Les Européens ont quitté leurs terres alentour, nous les avons regroupés. Il y a un comité de gestion qui groupe 680 hectares ».

Et puis nous voyons le président du comité : « La récolte est excellente, mais maintenant se pose un problème difficile, c'est celui de l'écoulement. Ici nous vendons le kilo de tomates 4 francs, et à Alger, il est vendu entre 50 et 80 francs. Nous comprenons mal pourquoi cette marge ».

Nous revenons avec le président de la Kasma et nous croisons le car pour Alger : « La compagnie de transport est aussi gérée par les travailleurs. Mais là nous rencontrons d'autres difficultés, nous manquons de mécaniciens spécialisés pour les moteurs diesels ».

« Nous avons aussi une autre compagnie de transports gérée par les travailleurs, équipée de camions frigorifiques, elle livre des produits alimentaires frais au Sahara. »

Allant toujours, nous arrivons à l'usine de conserves. Sous l'impulsion d'un comité de gestion, elle poursuit la production de boîtes de sardines, d'anchois et de conserves de légumes.

Mais toute cette ville de 17.000 habitants semble en train de se « collectiviser ». Les laitiers se sont constitués récemment en coopératives, des discussions sont en cours pour faire de même avec les nombreux commerçants qui ne parviennent au chiffre d'affaires d'au moins 15.000 francs par mois.

Les comités de gestion ont été élus comme prévu dans les dé-

crets de mars. Mais maintenant la plus grande difficulté qui se fait jour est l'écoulement des produits.

Depuis un mois à Alger a été établi l'O.N.A.C.O. — Office de Nationalisation du Commerce — qui s'occupe de l'exportation des produits de l'autogestion. Les produits algériens sont concurrentiels, les débouchés existent, ainsi les coopératives de vente anglaises seraient preneuses de tomates à des prix rémunérateurs ; faute d'avoir organisé cela, les paysans algériens ont jeté des tonnes de tomates à la mer. Et puis ils ont aussi organisé une vente de leurs produits aux Halles d'Alger qui entravent la vente et enrichissent indûment certains commerçants.

Mais il y a d'autres problèmes à Bou Ismaïl. Ainsi les structures de base sont presque inexistantes. L'alphabétisation n'a pas commencé ; la Kasma du F.L.N. n'a lancé aucune campagne encore.

Mais s'agit-il d'un manque de cadres ou d'une carence du militantisme, c'est la question que l'on peut se poser quand on sait que la Jeunesse F.L.N., qui regroupe 70 garçons depuis un mois environ ne s'est pas encore intéressée à la question. L'impression reste que la jeunesse manque à la fois d'initiative et de directives.

De même pour l'U.G.T.A., le journal « Révolution et travail » arrive dix à quinze jours après être sorti, il est de surcroît fort peu lu, alors qu'il est le seul lien entre les syndicalistes.

Ainsi, si l'on veut conclure, on peut dire que les quelques militants de grande valeur qui animent le secteur ont fait et poursuivent un travail exaltant, mais ils le font de façon relativement isolée, sans encore une véritable coordination économique et surtout politique.

C. et M.

L'ALGERIE A LA VEILLE

Les décrets de mars 1963, sur l'autogestion et la tournée de Ben Bella de l'Ouest à l'Est du pays qui a suivi la promulgation de ces décrets, ont marqué le point culminant jusqu'ici atteint par la Révolution Algérienne. Les décrets de mars accordant aux travailleurs algériens les droits les plus amples qui existent à l'heure actuelle dans le monde entier, en matière de gestion de l'économie, ont énormément propulsé dans le pays le mouvement dit des « Comités de gestion » tout en consolidant et élargissant au maximum possible dans les conditions actuelles le secteur « vacant » de l'économie passé sous régime d'autogestion.

Plus de 1.600.000 Ha de terres européennes et algériennes se trouvent actuellement sous ce régime et constituent déjà un secteur décisif de l'économie agricole.

D'autre part, plusieurs entreprises industrielles fonctionnent sous le même régime, parmi lesquelles quelques unes très importantes comme les « Verreries de l'Afrique du Nord » et la fonderie d'acier « Acilor », toutes les deux dans la région d'Oran.

Les décrets de mars ont déclenché une véritable remobilisation révolutionnaire des masses paysannes et ouvrières du pays, illustrée de la manière la plus éclatante lors de la tournée de Ben Bella d'avril 1963, tournée interrompue en plein triomphe par l'attentat criminel contre Khemisti, le jeune ministre militant des Affaires Etrangères.

Il y a eu ensuite la formation de l'ONRA (Office National de la Réforme Agraire) qui devait s'occuper en principe de l'organisation de la première phase commencée de la Réforme Agraire sur les terres « vacantes » (et en réalité nationalisées de fait) sous la forme actuelle des fermes autogérées, de « fermes du peuple ».

Et peu après, il y a eu le déclenchement de la campagne nationale pour la réorganisation démocratique des organismes d'autogestion, qui a débuté le 15 mai et qui a été interrompue dans quelques endroits, provisoirement, à cause des moissons et des vendanges.

Cette campagne visait à réorganiser partout l'autogestion sur des bases véritablement démocratiques, selon une procédure stricte envisageant la désignation d'une commission électorale par les travailleurs eux-mêmes chargée de procéder aux élections.

La commission électorale enregistrait les listes des candidats dans chaque exploitation agricole ou entreprise industrielle, présentées soit par la section syndicale de la ferme ou de l'usine, soit par tout groupe de dix travailleurs (soit conjointement).

Elle affichait ces listes trois jours avant le vote, inscrivait tous les candidats groupés par liste sur un bulletin unique et procédait aux élections au scrutin secret. Chaque travailleur avait le droit de choisir les candidats de sa préférence inscrits tous sur le même bulletin (en entourant d'un cercle le chiffre précédant le nom de chaque candidat).

Ensuite, la commission électorale dépouillait les bulletins devant l'Assemblée des Travailleurs, affichait les résultats du scrutin pour trois jours encore, enregistrait

trant toutes les contestations éventuelles des travailleurs et transmettait ensuite le dossier des élections ainsi complété aux autorités compétentes pour légalisation ou rejet éventuel (en cas de fraudes ou irrégularités commises pendant les élections) du résultat des élections.

Grâce à cette campagne électorale pour la réorganisation démocratique de l'autogestion un très grand nombre de fermes et d'usines possèdent à l'heure actuelle des organismes d'autogestion régulièrement et démocratiquement constitués.

Mais lors du déroulement de cette campagne, plusieurs autres enseignements furent tirés concernant le fonctionnement et l'avenir de l'autogestion.

Il ne sert à rien de cacher que sur cette dernière pèsent actuellement certains dangers.

Pour que l'autogestion réussisse il sera nécessaire que l'Etat et les organisations nationales, les syndicats, et le F.L.N. en particulier, aident les travailleurs à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent sur le plan du

par Mich

crédit, de la commercialisation et de l'encadrement technique nécessaire des fermes et des usines.

Or, les difficultés sur ce plan peuvent servir de prétexte aux éléments bureaucratiques de l'Administration et des organisations nationales, pour enlever à l'autogestion une partie essentielle de ses attributions, et la réduire à un simple contrôle ouvrier dans le cadre d'une économie étatisée, centralisée et dirigée de manière autoritaire d'en haut.

La poussée bureaucratique en l'absence d'un puissant encadrement idéologique et politique des travailleurs par un véritable parti révolutionnaire et des syndicats démocratiques, est quasi automatique et irrésistible.

L'impossibilité dans laquelle se trouvent les travailleurs de résoudre eux-mêmes toutes les questions posées par l'autogestion, devient la raison d'être de la bureaucratie administrative et politique, apparaissant comme celle qui supplée aux défaillances et faiblesses des travailleurs.

En Algérie, vaste champ d'une expérience révolutionnaire spécifique (en l'absence d'un parti et d'une direction marxistes-révolutionnaires) se livre actuellement une bataille, parfois confuse, entre les forces démocratiques et bureaucratiques de la Révolution, centrée plus particulièrement sur la question de l'autogestion.

Cette bataille ne décidera pas du sort social, mais politique de la Révolution.

La Révolution peut continuer à progresser vers les structures économiques et sociales caractéristiques d'un Etat Ouvrier, celles d'une économie largement nationalisée et planifiée, dégagée de l'impérialisme, en empruntant soit la forme d'une gestion démocratique de l'économie par ses travailleurs, soit la forme d'une

ECRIT DE PRISON

de Hugo BLANCO

I. - Tâches principales actuelles

L'extension de la révolution agraire au Pérou est en relation directe avec l'extension du syndicat paysan, en particulier dans la « sierra » et la montagne.

Partant de là, je considère que la tâche principale actuellement est l'organisation de ces syndicats. L'organisation du parti doit répondre à cet objectif. Chaque militant des villes s'occupera d'animer un syndicat ou plus.

Travaillant en fonction de la campagne, les militants citadins servant en particulier d'agents de liaison, devront s'organiser en fonction des zones géographiques où ils travaillent, c'est-à-dire par provinces.

En plus, il faut essayer de centraliser dans les villages l'activité paysanne en formant des centrales provinciales et parfois de districts. Il n'est pas nécessaire que chaque militant citadin donne tout son temps au syndicat paysan dont il a été chargé ; il peut y aller chaque dimanche ou une fois par mois. Il doit avoir tous les renseignements sur son lieu de travail. Par exemple :

1) Situation et limites ; 2) Elevage ou hacienda. Si c'est un élevage, à quel type il appartient ; commu-

nauté de pâturage, terres et pâturages, etc. 3) Propriété, propriétaire et gérant. 4) Superficie total Superficie cultivée ou en friche (par propriétaire paysan. 6) Production et productivité. 7) Troux 8) Nombre de paysans. 9) Relations de production 10) Etat des revendications. 11) Degré de technicité 12) Ecole et analphabètes (qui paye ?).

Il faut obtenir des renseignements non seulement des secteurs paysans, mais aussi de tous les autres syndicats ou doit rappeler tous les jours sa principale mission est de s'étendre jusqu'à qu'on puisse lui donner des tâches concrètes ce sens (ainsi on fit à Lares).

Contrairement au militant ouvrier, celui qui n'a pas à la campagne n'a pas à enseigner seulement la lutte contre les patrons dans sa forme directe. Il doit un maître révolutionnaire en agriculture, en constructions, en coopératives, en éducation, etc. (Il enseigner la propriété et ses avantages, l'aération des maisons, etc.).

Toutes ces activités politiques parce que :

1) Notre devoir est d'élever le niveau culturel le niveau de vie des masses.

2) Le paysan prend confiance en lui-même et ces transformations contribuent à créer chez un esprit révolutionnaire de changement. Il c-